**GCS BLANCHISSERIE LORRAINE NORD**

|  |
| --- |
| APPEL D’OFFRES OUVERT  Articles L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique |
| MARCHE D’EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES |
| **GCS de Blanchisserie Lorraine Nord**  **14 rue des Potiers d’Etain**  **57070 METZ** |

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

**Objet de la consultation :**

**Marche d’exploitation des installations thermiques**

**Personne Publique :**

CHR Metz-Thionville (établissement support du GHT Lorraine Nord pour le compte du GCS Blanchisserie Lorraine Nord)

1 allée du Château

CS 45001

57085 METZ cedex 3

**Personne signataire du marché :**

L’Administrateur Principal du GCS Blanchisserie Lorraine Nord

**A.M.O. :**

EPURE Ingénierie

5, impasse de la Baronète

57070 METZ

Table des matières

[ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE 3](#_Toc191408620)

[ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS 3](#_Toc191408621)

[ARTICLE 3 - TYPE DE MARCHES 4](#_Toc191408622)

[ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE 5](#_Toc191408623)

[ARTICLE 5 - CONTROLES - VISITES LEGALES REGLEMENTAIRES 6](#_Toc191408624)

[ARTICLE 6 - CONTRATS D’APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE 7](#_Toc191408625)

[ARTICLE 7 - OBLIGATIONS et RESPONSABILITES des CONTRACTANTS 8](#_Toc191408626)

[ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE FOURNITURE 9](#_Toc191408627)

[ARTICLE 9 - PRESTATIONS NON CONFORMES – PENALITES 14](#_Toc191408628)

[ARTICLE 10 - INTERESSEMENT 17](#_Toc191408629)

[ARTICLE 11 - FORME ET CONTENU DES PRIX 18](#_Toc191408630)

[ARTICLE 12 - AJUSTEMENT DES PRIX DES PRESTATIONS 19](#_Toc191408631)

[ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS 22](#_Toc191408632)

[ARTICLE 14 - EXERCICE ET PERIODE CONTRACTUELLE 24](#_Toc191408633)

[ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE - EXECUTION PAR DEFAUT 25](#_Toc191408634)

[ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE 26](#_Toc191408635)

[ARTICLE 17 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES 26](#_Toc191408636)

[ARTICLE 18 - ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE 27](#_Toc191408637)

[ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE 30](#_Toc191408638)

[ARTICLE 20 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES 32](#_Toc191408639)

[ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX 33](#_Toc191408640)

# ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

* 1. Le présent Marché a pour objet de faire assurer par le TITULAIRE pour le compte du CHR Metz-Thionville en tant qu’établissement support du GHT Lorraine Nord pour le compte du GCS Blanchisserie Lorraine Nord ci-après désigné « l’ACHETEUR » :
* la gestion des énergies gaz naturel (P1) avec garantie de résultats
* la conduite, l'entretien courant et les dépannages (P2),
* la garantie totale (P3),

des installations de :

* vapeur pour la blanchisserie ,
* chauffage des locaux
* eau Chaude Sanitaire,
* traitement d’eau
* ventilation

de l'ensemble des installations désignés ci-après :

**GCS de Blanchisserie Lorraine Nord**

**14 rue des Potiers d’Etain**

**57070 METZ**

* 1. La liste des installations est détaillée en annexe 1 du C.C.T.P.
  2. Les conditions spécifiques d'exploitation, la liste des installations concernées et le contenu des prestations, sont précisées dans le CCTP.
  3. Les clauses contractuelles générales font appel aux C.C.T.G des marchés publics d’exploitation et C.C.A.G. des marchés de service.

# ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG FCS, en cas de contradiction ou de divergence entre les pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l’ordre précisé ci-dessous :

2.1. PIECES PARTICULIERES :

* l'Acte d'Engagement (AE)
* la D.P.G.F
* le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
* le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  + annexe 1 : Liste des installations prises en charge
  + annexe 2 : Nomenclature
  + annexe 3 : Procès-Verbal de prise en charge
  + annexe 4 : Consommations d'énergie
  + annexe 5 : contrat gaz
* le mémoire du titulaire

2.2. PIECES GENERALES :

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date d'établissement des prix, soit à la date limite de remise des offres du présent marché :

* Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés publics de fournitures courantes et services arrêté du 30 mars 2021,
* Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) et documents annexes applicables aux marchés d'exploitation des installations de chauffage.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent Marché, sont réputées parfaitement connues du TITULAIRE, et les parties leur reconnaîtront expressément le caractère contractuel.

Pièces à remettre au titulaire :

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l’ACHETEUR au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché.

Par dérogation à l’article 4.2.2 du C.C.A.G. F.C.S, l’ACHETEUR ne remet pas au titulaire l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché. Ce dernier doit être demandé.

# ARTICLE 3 - TYPE DE MARCHES

3.1. TYPE DE MARCHES D'EXPLOITATION :

Le Marché d'exploitation est de la forme :

* MC (Marché Compteur)
* CP (Marché Combustible Prestation)
* GT (Garantie Totale)

3.2. DEFINITIONS :

*3.2.1. Fourniture de combustible (P1) :*

Le marché MC impliquent une garantie de résultat sur le rendement des installations.

Les prestations P1 correspondent :

* à la fourniture de combustible P1/1 nécessaires à la production de vapeur pour l’alimentation du process lavage et le traitement du linge
* à fourniture de combustible P1/2 nécessaire au chauffage des locaux administratifs (bureaux, vestiaires, douches, réfectoire, couloirs, halls...) et d'eau chaude sanitaire suivant les températures internes désirées, à la fourniture de combustible nécessaire au bon fonctionnement du process finition (calandres, séchoirs rotatifs, tunnels de finition...) et du chauffage production (aérothermes à gaz direct)

*3.2.2 Prestations de conduite, surveillance, dépannage et entretien courant (P2).*

Les prestations P2 correspondent aux prestations de conduite, surveillance, dépannage et entretien courant des installations techniques confiées au TITULAIRE et détaillées à l’annexe 1 du CCTP

*3.2.3 Garantie totale (P3).*

Les prestations P3 correspondent aux prestations de :

* **P3 MRE** : Maintien et remise en état, correspondant à des dépenses n’entrainant pas une augmentation de valeur réelle de l’équipement ou n’ayant pas d’impact sur sa durée de vie
* **P3 REN** : Renouvellements et améliorations, correspondant à des dépenses immobilisées pour l’Acheteur

Les matériels couverts par cette garantie totale sont ceux détaillés à l’annexe 1 du CCTP.

3.3. PERIMETRE

*3.3.1 PERIMETRE INITIAL :*

Les installations présentes à la date d’établissement du marché sont dans le périmètre du marché. Seules les modifications de périmètre postérieures à la prise en charge et ayant une influence sur le montant des prestations feront l’objet d’un avenant.

*3.3.2 : MODIFICATION DU PERIMETRE :*

Au cours du marché, le périmètre du marché peut évoluer. Les redevances objet d’éventuelles modifications seront revues. Cette modification sera validée par un avenant.

Les Certificats d’Economie d’Energie issus de travaux réalisés par le TITULAIRE dans le cadre du issus des travaux réalisés par le TITULAIRE ou par l’ACHETEUR restent propriété de l’ACHETEUR. Les modalités de valorisation de ces Certificats d’Economie d’Energie pourront être discutées avec le TITULAIRE. Dans tous les cas, le TITULAIRE assistera l’ACHETEUR pour la constitution des dossiers de demande de valorisation.

# ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de trois (3) ans à compter de sa date de notification. À l'issue de cette période, le marché pourra être tacitement reconduit trois (3) fois par périodes successives d'une (1) année. Le TITULAIRE ne pourra pas refuser la reconduction.

La durée totale du marché, périodes de reconduction comprises, ne pourra excéder six (6) ans.

# ARTICLE 5 - CONTROLES - VISITES LEGALES REGLEMENTAIRES

Les visites et contrôles en vigueur à la date du contrat prévus au C.C.T.G. ainsi que les dispositions prises en vue de leur exécution sont à la charge du TITULAIRE.

Lorsque les dates des précédents contrôles ne sont pas connues au démarrage du marché, le TITULAIRE procède à ces contrôles dans les 6 premiers mois du marché.

Les prélèvements et analyses pour détecter la présence éventuelle de bactérie type Legionella sont à la charge du TITULAIRE.

Le TITULAIRE devra informer, dans les meilleurs délais, de toute modification des normes et réglementation ayant un impact sur les installations dont il a la charge.

Liste des visites légales réglementaires :



# ARTICLE 6 - CONTRATS D’APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE

Le TITULAIRE prend en charge la fourniture de gaz naturel du site.

Dans le cadre de la dérégulation des marchés du gaz naturel, le TITULAIRE doit optimiser en permanence les contrats d'approvisionnement en énergie.

Le TITULAIRE s’interdit tout changement de tarif gaz sans un accord préalable de l’ACHETEUR.

En tout état de cause, toute modification de fournisseur sera actée par un avenant validé par les deux parties.

# ARTICLE 7 - OBLIGATIONS et RESPONSABILITES des CONTRACTANTS

7.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE :

Il assurera dans les conditions définies au C.C.T.P., pendant les périodes contractuelles définies à l'article 14 du présent CCAP ou sur ordre de service émis par l’ACHETEUR :

* la fourniture et la gestion des énergies et le bon fonctionnement des installations thermiques de l’ACHETEUR suivant la liste donnée à l’article 1 du présent C.C.A.P.
* la conduite et l'équilibrage de la chaufferie, des installations de chauffage, de production de vapeur, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement d’air,
* le bon fonctionnement des installations du process industriel
* l’entretien des installations de climatisation,
* le suivi sanitaire des installations de production d’eau chaude sanitaire,
* la fourniture et la mise en œuvre des produits de traitement vapeur, d’eau chaude sanitaire, eau de réseau chauffage
* le dépannage et l'entretien courant des installations,
* la fourniture et la mise en œuvre des produits et consommables nécessaires aux prestations
* les prestations de maintien en bon état de fonctionnement et de remise en état des installations,
* La mise à disposition de l’ACHETEUR des appareils enregistreurs de température et de pression, permettant aux deux parties d’assurer un meilleur suivi de l’utilisation de l’énergie.
* les contrôles définis à l’article 5,

Si les locaux cessent d'être conformes à la législation ou réglementation en vigueur, le TITULAIRE doit le signaler à l’ACHETEUR,

Un procès-verbal de prise en charge des installations dont un modèle est joint en annexe 3 sera établi dans le mois suivant la prise d'effet du Marché.

Le TITULAIRE s'engage à laisser les installations en état de bon fonctionnement à l'issue de la période couverte par le Marché d'exploitation.

Ce constat sera effectué en commun avec l’ACHETEUR et le TITULAIRE, un mois avant l'échéance du Marché.

Le TITULAIRE est responsable des installations durant toute la durée du Marché et il lui appartient de mettre à disposition de l’ACHETEUR, le personnel en quantité et qualification adaptées aux installations à exploiter :

* production et distribution de vapeur
* production et distribution de chaleur,
* production et distribution d’eau chaude sanitaire.
* ventilation
* climatisation
* traitement vapeur
* traitement d’eau chaude sanitaire et eau de réseau chauffage

À tout moment, l’ACHETEUR se réserve le droit de contrôler les compétences du personnel du TITULAIRE.

La responsabilité civile du TITULAIRE est engagée dans les conditions du C.C.T.G. pour les dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

7.2 OBLIGATIONS DE L’ACHETEUR :

L’ACHETEUR mettra à la disposition du TITULAIRE les installations définies à l'annexe 1 du présent CCAP et les locaux définis à l'article 3 du CCTP, conformément au CCTG.

L’ACHETEUR fournira gratuitement au TITULAIRE l'eau et l'électricité nécessaires au bon fonctionnement des installations. Le TITULAIRE sera toutefois tenu responsable des consommations anormales ou excessives d'eau froide, sauf celles dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

L’ACHETEUR maintiendra les installations conformes aux clauses législatives et réglementaires en vigueur sur indication du TITULAIRE qui sera tenu de lui signaler en temps utile tout nouveau texte officiel provoquant une modification quelconque des installations. L’ACHETEUR fait son affaire personnelle de l'assurance de tous les risques inhérents à la qualité de propriétaire des bâtiments et installations mis à la disposition du TITULAIRE, notamment les risques d'incendie, foudre, explosion, dégâts des eaux ou causes extérieures à l'installation.

L’ACHETEUR conservera à sa charge l'entretien et le renouvellement des installations non comprises dans le présent.

# ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE FOURNITURE

8.1 OBLIGATIONS DE RESULTAT

*8.1.1 Chauffage et vapeur*

Le TITULAIRE fourni la vapeur nécessaire aux fonctionnements des équipements. La fourniture sera assurée en permanence pendant les périodes de fonctionnement de la blanchisserie.

Le C.C.T.P. définit les températures contractuelles des bâtiments, en régime normal et ralenti, les horaires d'application des différents régimes, les conditions de mesures de ces températures, le début de l'exercice, la saison de chauffage et la période contractuelle de chauffage.

En vue d'assurer un contrôle des températures, l’ACHETEUR pourra exiger du TITULAIRE la fourniture d'appareils mobiles de contrôle, selon l’article 8.2 ci-après.

*8.1.2 Eau chaude sanitaire*

La fourniture sera assurée en permanence.

Le TITULAIRE pourra demander un arrêt technique ponctuel pour réaliser les entretiens des installations d’eau chaude sanitaire. La période de coupure sera adaptée pour limiter l’impact sur l’activité du site. En dehors des arrêts techniques annuels, aucune interruption n’est prévue. Le TITULAIRE effectuera les travaux d’entretien pendant ces arrêts de production.

8.2 ENERGIES :

8.2.1 Le suivi des consommations des énergies utilisées fera l'objet de vérification.

A cette fin, ces éléments devront être consignés dans le journal de bord des installations.

8.2.2. Le TITULAIRE mettra à la disposition de l’ACHETEUR, des appareils, enregistreurs de température, permettant aux deux parties d'assurer un meilleur suivi de l'utilisation de l'énergie.

8.2.3 Le TITULAIRE s’engage à optimiser en permanence les consommations énergétiques des bâtiments. A ce titre, il conseillera l’ACHETEUR lors de travaux de rénovation ou d’extension.

8.2.4 Le TITULAIRE fera assurer, au titre du poste P2, le contrôle annuel des différents compteurs par le constructeur ou un organisme agréé.

8.2.5 Le TITULAIRE prendra en compte les variations de l’activité du site sans modification des redevances.

8.3 PRESTATIONS

8.3.1 Le TITULAIRE remplit pour chaque installation un journal de marche conservé dans chaque local technique.

Dans chaque journal sont consignées toutes les opérations d'exploitation, de conduite et d'entretien, les incidents éventuels, les rondes effectuées, Date, heures début et fin, les valeurs relevées de température, de pression, de comptage, etc...

Chaque passage en local technique et ce, quel que soit sa nature, devra être impérativement consigné.

L’ACHETEUR se réserve le droit de consulter ces documents à tout moment.

Le TITULAIRE s'oblige à informer dans les plus courts délais, par tous moyens appropriés, le Responsable de l’ACHETEUR, des incidents survenus dans la conduite ou sur les installations ainsi que de toutes difficultés d'exploitation rencontrées.

8.3.2 Le TITULAIRE devra remettre à l’ACHETEUR à la fin de chaque saison de chauffe, un état des consommations réelles des énergies utilisées pendant l'exercice écoulé. Le client pourra exiger, à l'appui de ces états, tous justificatifs permettant d'en vérifier l'exactitude (factures de fournisseurs…).

8.3.3 Les comptes P3 MRE / REN sont gérés en totale transparence.

Afin de faciliter cette gestion, il est demandé à l’Acte d’Engagement un coût horaire et deux coefficients de fourniture et de sous-traitance en fonction du coût du matériel remplacé.

Hors fournitures listées au CCTP, les remplacements de pièces sont comptabilisés dans le poste P3 à partir d’un seuil unitaire de pièce matériel ou sous-traitance de **200 € Hors Taxes.** En dessous de ce seuil, les pièces sont fournies au titre du poste P2 ainsi que la main d’œuvre. Ce seuil est révisé annuellement selon la formule de révision du poste P2.

Le suivi et contrôle du compte P3 seront assurés par l’ACHETEUR.

Le coefficient sur facture fournisseur et sous-traitance s’entend après remise déduite du fournisseur.

L’ACHETEUR pourra vérifier que le TITULAIRE obtient bien les remises optimales auprès de ses fournisseurs.

Le nombre d’heures imputées sur les opérations de travaux P3 devra être justifié et consigné sur les bordereaux de travaux, consultables à tout moment par l’ACHETEUR.

En cas de désaccord sur le nombre d’heures valorisées sur une opération, l’ACHETEUR pourra modifier cette quantité et prendre pour référence celles publiés par les revues professionnelles type « Batiprix » ou vérifier le nombre d’heures réellement effectuées sur le terrain.

Les sommes versées au TITULAIRE au titre du compte P3 constituent une provision dont la justification d’emploi ou de disponibilité devra être fournie annuellement pour l’ensemble des opérations réalisées, ou ponctuellement à chaque demande de l’ACHETEUR.

Dans l’hypothèse où le montant P3 du marché s’avérerait insuffisant à l’usage, le TITULAIRE n’en conserverait pas moins, à ses frais, la totalité de ses obligations en matière de maintien et remise en état des matériels.

En tout état de cause, la participation du TITULAIRE aux dépenses occasionnées par ces travaux ne pourra être inférieure à la valeur de remplacement au jour considéré des matériels d’origine par des matériels similaires.

Le marché Garantie Totale sera du type "à répartition", en dérogation à la circulaire n° C3-83 du GPEM/CC.

A l’expiration du marché :

* Le solde des comptes **P3 MRE** et **P3 REN** seront cumulés
* Si le solde des comptes **P3 MRE** et **P3 REN** est créditeur, les deux parties conviendront d’une utilisation de ce compte :
  + Travaux pour l’amélioration et le renouvellement des installations visant à économiser l’énergie
  + Remboursement sous forme d’un avoir

Toute dépense P3 > 2000€ HT doit avoir l’aval de l’ACHETEUR ou de son représentant, sans quoi l’ACHETEUR peut refuser cette dépense lors de l’état des dépenses présenté annuellement.

Les parties se mettront d’accord pour les modalités de saisine et d’accord étant entendu qu’en l’absence de réponse, la réponse de la collectivité est réputée négative.

8.3.4 L’ACHETEUR pourra à tout moment procéder à toutes les vérifications et faire contrôler les installations par son personnel ou un organisme habilité, sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité du TITULAIRE.

8.3.5 Le TITULAIRE indiquera à l’ACHETEUR, le numéro de téléphone où en cas d'urgence, pourra être joint en permanence, de jour et de nuit, un représentant qualifié du TITULAIRE.

8.3.6 Suivant un planning établi conjointement, l’ACHETEUR ou son représentant et le TITULAIRE se rencontreront trimestriellement afin d’examiner les critères de qualité d’exploitation, de faire le bilan provisoire sur la période écoulée, ainsi que les points à traiter de la nouvelle période à venir.

Le Titulaire devra effectuer d'une manière mensuelle ainsi qu'aux dates de mise en route et d'arrêt du chauffage, le relevé de tous les compteurs situés sur les installations collectives et de production de chaleur, soit, selon le cas :

* compteurs de gaz
* compteur de vapeur
* compteur d'eau froide d'alimentation des installations de production d'eau chaude sanitaire
* compteurs thermiques situés au niveau des installations de production
* compteur d'ECS
* compteur d’eau adoucie utilisée

Ces relevés seront transmis avant le **10 de chaque mois à l’ACHETEUR et à son représentant.**

Le TITULAIRE déléguera une personne responsable aux réunions d'exploitation.

Les personnes déléguées par le TITULAIRE auront un pouvoir de décision technique et administratif, devront connaitre l’ensemble des sites et des problèmes afin de pouvoir répondre aux différentes questions techniques, administratives et financières. En cas de non-respect de cette clause, une pénalité pour absence à une réunion sera appliquée.

Au cours de la réunion trimestrielle, les points suivants seront traités :

* les problèmes d’exploitation rencontrés
* le suivi énergétique
* le suivi des actions correctives suite à des dérives de consommation
* le suivi des contrôles réglementaires
* le suivi des opérations spécifiques (disconnecteur, légionellose, contrôle de combustion, ramonage…)
* le suivi des pannes
* le suivi des réclamations
* les travaux réalisés au titre du poste P3
* la liste des demandes d’interventions en dépannage

8.3.7 Bilan d’exploitation annuel :

Une réunion annuelle dont la date sera déterminée entre les deux parties, mais en tout état de cause qui se situera dans les 3 mois qui suivent la fin de l’exercice est prévue.

Une présentation du Bilan annuel sera faite par le TITULAIRE et à l’issue, ce dernier remettra un classeur avec tous les éléments (si l’ACHETEUR le souhaite) et le tout sur support dématérialisé. L’ensemble des justificatifs doivent être remis au Fils de l’Eau.

Il sera remis dans la version dématérialisé un rapport complet des obligations contractuelles :

* Un document retraçant :
  + Nature du contrat (nom du site, N° de contrat, début fin de marché, nature des prestations)
  + La liste des avenants
  + Liste des interventions curatives (tableau de synthèse)
  + Travaux P5 : Ensemble des travaux réalisés sur la saison de chauffe
  + Synthèse des événements marquants d’exploitation
  + Synthèse financière P1, P2, P3, P5
* Une feuille signée du TITULAIRE retraçant l’ensemble des contrôles réglementaires du site de la saison pour mettre dans le Registre de Sécurité.
* Un fichier Excel pour l’ensemble des sites composé de plusieurs onglets avec
  + Tableaux des conformités, une observation sera faite sur les non-conformités et les actions à mener.
  + Tableau des mesures aérauliques
  + Tableau des mesures de l’eau de chauffage
  + Tableaux des P1
    - Production de vapeur
    - Consommation de l’année de chauffe + DJU
    - Comparatif aux années passées (si historique)
    - Explication des évolutions (KWh/DJ en fonction des années)
    - Présentation du calcul Intéressement
  + Tableau Garantie Totale P3
    - Tableau de suivi des dépenses ligne à ligne (justificatif des dépenses en annexe)
    - Tableau de synthèse depuis le début du marché

**Les données nécessaires au suivi annuel seront transmises à l’ACHETEUR et à son représentant au plus tard 1 mois avant la réunion annuelle.**

8.3.8. Le TITULAIRE s'engage également à mettre en place la traçabilité suivante :

* un accès internet pour le suivi des interventions
* un accès internet pour le suivi des consommations énergétiques, des compteurs et des marche/arrêt avec historisation des données
* les livrets de chaufferie et de sous-station
* les carnets sanitaires pour les installations avec production d’ECS centralisée
* un carnet de suivi pour les installations contenants du fluide frigorigène
* le carnet de suivi des installations de ventilation et d’extraction
* les livrets de sécurité seront complétés à chaque intervention, selon la réglementation en vigueur.
* l’identification des locaux par circuit de chauffage

8.3.9 Sur demande de l’ACHETEUR ou de son représentant, les documents et communications seront transmis sous forme dématerialisée, sous un format standard (PDF, Word, Excel…).

8.3.10 Le TITULAIRE prendra en charge financièrement au titre du poste P2, les consommations téléphoniques ou GSM DATA et les frais de lignes nécessaires au fonctionnement des installations d’autocontrôle, de télésurveillance/télégestion qu'il aura installées.

8.3.11 Clause de confidentialité, RGPD

Dans le cadre du Règlement Général sur la protection des données (R.G.P.D.) n°2016/679, le TITULAIRE s’engage à prendre toutes les dispositions afin de préserver la sécurité des informations dont il pourrait avoir connaissance à l’occasion de l’exécution de son obligation contractuelle (fichier client…) et notamment d’empêcher qu’elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

# ARTICLE 9 - PRESTATIONS NON CONFORMES – PENALITES

**9.1 CHAUFFAGE :**

9.1.1 Retard et interruption

Si dans les conditions définies au C.C.T.G et 8.1.1. du présent contrat, le chauffage des locaux était:

* mis avec un retard de plus de 48 à la remise en route du chauffage en début de saison de chauffe. Ce retard serait sanctionné par une pénalité d'un montant journalier égal à 1000 € par jour calendaire.

9.1.2 Insuffisance ou excès au niveau température ambiante.

En cas d’insuffisance de température (2° de moins que la consigne) ou un excès de température (2° de plus que la consigne) avec 4 heures consécutives, une pénalité d'un montant égal à 200 € par jour calendaire.

En complément en cas de marché CP, il sera déduit de la facture P1 suivante l’équivalent de l’énergie non consommée par le retard ou l’interruption.

**9.2 Eau Chaude Sanitaire :**

9.2.1 Retard ou interruption :

Toute interruption enregistrée de la fourniture en dehors des périodes d'entretien excédant 24 heures consécutives sera sanctionnée par une pénalité journalière égal à 100 € par site et par jour calendaire.

9.2.2 Insuffisance au niveau température de production

En cas d’insuffisance de température (20° de moins que la consigne) avec 12 heures consécutives, une pénalité d'un montant journalier égal à 100 € par site et par période de 12 heures.

En complément en cas de marché CP, il sera déduit de la facture P1 suivante l’équivalent de l’énergie non consommée par le retard ou l’interruption.

**9.3 Vapeur :**

9.3.1 Retard ou interruption :

Toute interruption enregistrée de la fourniture en période de production excédant 1 heure sera sanctionnée par une pénalité horaire égale à 1000 € par heure de production

9.3.2 Insuffisance au niveau de la production

La pression de vapeur en sortie de production pour les applications liées au process industriel est inférieure à 3 Bar pendant plus de 1 heure sera sanctionnée par une pénalité horaire égale à 750 €.

**9.4 Prestations :**

**Maintenance/entretien :**

Dans le cas de retard ou défaut d’entretien, la pénalité journalière sera de 200 € par défaut ou/et installation concernée jusqu’à réalisation de la prestation preuve à l’appui transmise par le TITULAIRE

**Astreinte :**

Retard d’intervention pour dépannage, supérieur au délai d’astreinte, à partir de l’appel :

* + Inférieur à 1 heure : 500 €
  + Compris entre 1 et 4 heures : 1000 €
  + Au-delà de 4 heures : 1000 € + 500 €/heure

**Livret de chaufferie :**

Non tenue à jour du livret de chaufferie : 100 € par intervention non tracée

**Carnet sanitaire :**

Non tenue à jour du carnet sanitaire : 100 € par intervention non tracée

**Traitement d’eau :**

Non présence de sel dans les bacs d’adoucisseur ou de produit de conditionnement : 100 € par constat et par semaine

Le TITULAIRE sera tenu responsable des consommations anormales ou excessives d'eau froide, sauf celles dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent contrat. Ces consommations seront facturées au TITULAIRE.

Interruption totale du traitement de l'eau = 4000€ H.T. par jour.

**TH vapeur :**

Titre hydrotimétrique l'eau n'est pas compris entre 6 et 9 T.H., 1000 € par constat

**Calorifuge :**

Non reprise du calorifuge plus de 4 mois après l’intervention étant à l’origine du manque : 100 € par constat

**Enregistrements des températures ambiantes :**

Non remise des enregistrements de températures, la pénalité sera de 100 € par enregistrement non remis ou hors délais.

**Entretien locaux techniques :**

Absence d’entretien ou de nettoyage des locaux techniques, la pénalité hebdomadaire sera de 100 € par défaut et installation concernée.

**Retard dans le renseignement de l’outil extranet ou manque de précision du compte rendu :**

Pénalité égale à 50 € H.T. par demande d’intervention concernée.

**Absence aux réunions :**

Pénalité égale à 200 € (H.T.) par absence non justifiée.

**Non fourniture des documents contractuels dans les délais impartis :**100 € (H.T.). / Jour calendaire.

**Les documents contractuels concernés sont** :

* L’ensemble des éléments du bilan annuel (contrôle réglementaire)
* Les relevés d’index mensuels
* Les bilans semestriels de consommations (chauffage et ECS) ;
* Le bilan annuel des interventions réalisées en dépannage ;
* Le bilan P3 annuel ;
* Le bilan financier annuel ;
* Les enregistrements de températures et le rapport d’analyse correspondant ;
* Les analyses d’eau annuelles (eau public et eau de chauffage) ;
* Les analyses légionnelles annuelles (ECS).
* Les documents demandés par l’acheteur, dans le cas de commission de sécurité, la fourniture de justificatifs (ramonage, légionnelle, entretien des chaufferies)

**9.4 Travaux d’Améliorations :**

Le TITULAIRE est tenu de réaliser les travaux d’améliorations dans le délai contractuel du marché. En cas de retard de plus de 3 mois, une pénalité de 200€/semaine et par site sera appliqué. En cas de désaccord sur les causes du retard, à charge au TITULAIRE de démontrer qu’il ne peut être tenu responsable.

**9.5 Révision des montants :**

Les montants des pénalités seront fixe sur la durée du marché pour faciliter leurs mises en applications.

**9.6 Pénalité en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé**

Suite au signalement par écrit d’un agent de contrôle mentionné à l’article L 8271-7 du code du travail de la situation irrégulière du TITULAIRE au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail relatifs au dispositif de lutte contre le travail dissimulé et après une mise en demeure restée sans effet, le TITULAIRE encourt une pénalité de 10% du montant du contrat sans pour autant que le montant des pénalités n’excède celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

*Modalités d’application :*

Conformément aux articles L. 8222-6 et R. 8222-3 du code du travail, l’injonction de faire cesser sans délai cette situation irrégulière est adressée au TITULAIRE en lettre recommandée avec avis de réception.

Le TITULAIRE dispose d’un délai de 15 jours pour répondre à l’ACHETEUR et apporter la preuve qu’il a mis fin à cette situation délictuelle.

*A défaut de correction de ces irrégularités signalées dans le délai de 15 jours, l’ACHETEUR appliquera la pénalité prévue au présent paragraphe et pourra résilier le marché pour faute en application de l'article 32.1 a) du CCAG FCS, aux frais et risques du TITULAIRE.*

**9.7 PLAFONNEMENT DES PENALITES :**

Hors pénalités 9.1 à 9.3 et par exercice, les montants cumulés des pénalités seront plafonnés à 35% du montant P2 globale. Si lors de l’année suivante des pénalités devaient être appliquées le seuil serait remontée à 50% du montant P2 globale. Les pénalités 9.1 à 9.3 sont plafonnées à 30% de l’équivalent P1 du site concerné.

**9.9 MISE EN ŒUVRE :**

Les pénalités se feront par constat des deux parties et seront tracés par recommandé.

Les pénalités ci-dessus sont en € **hors taxes** et seront appliquées au travers d’un titre de recette par l’ACHETEUR. Si le TITULAIRE refuse de payer les pénalités, les titres de recette viendront en déduction des factures P1P2.

L’application des pénalités n’a pas de minimum pour leurs recouvrements.

# ARTICLE 10 - INTERESSEMENT

Sans objet

# ARTICLE 11 - FORME ET CONTENU DES PRIX

La détermination des prix se fait à l'aide des éléments suivants.

Le marché est passé et exécuté en Euro.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

* au prestataire de services et à ses sous-traitants,
* au prestataire de services mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

11.1 POSTE P1 : FOURNITURE DE COMBUSTIBLE

**P1/1 – MC :**

Prix forfaitaire pour la fourniture de vapeur mesuré au compteur de vapeur

**P1/2 - CP:**

Prix forfaitaire pour la fourniture de gaz naturel mesuré au compteur de gaz et converti selon le coefficient réel

**P1/3 – Abonnement gaz et Part fixe distribution et transport :**

Prix forfaitaire pour l’abonnement gaz de chaque site et Prix forfaitaire pour la distribution (ATRD) et le transport (ATRT) de gaz naturel des bâtiments concernés (selon leur coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

**P1/4 – CTA :**

Prix forfaitaire pour la CTA (Contribution Tarifaire d'acheminement) gaz naturel des bâtiments concernés (selon leur coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

**P1/5 – Location compteurs gaz :**

Prix forfaitaire pour la location des compteurs gaz le TITULAIRE refacturera le montant de la location des compteurs gaz à l’euro pour l’euro sur justificatif

**P1/6 – Taxes :**

* TVD

Prix forfaitaire pour la TVD (selon les quantités réelles et le coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

* **Stockage**

Prix forfaitaire pour le stockage de gaz naturel (selon son coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

* **CEE**

Prix forfaitaire pour les CEE pris sur le contrat de gaz naturel des bâtiments concernés (selon son coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

* **TICGN**

Prix forfaitaire pour la TICGN des bâtiments concernés (selon les quantités réelles et le coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

11.2. POSTE P2 : PRESTATION DE MAINTENANCE

**Postes P2**

Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d’entretien courant et de dépannage des installations thermiques, d’eau chaude sanitaire, de ventilation, de climatisation et de traitement d’eau chaude sanitaire, d’analyse légionellose concernés pour chaque exercice annuel.

11.3. POSTE P3 : GARANTIE TOTALE

**Poste P3/1 MRE/REN**

Prix global et forfaitaire des prestations de maintien/remise en état et renouvellement, correspondant à des dépenses n’entrainant pas une augmentation de valeur réelle de l’équipement ou n’ayant pas d’impact sur sa durée de vie, pour le périmètre du marché pour chaque exercice annuel.

# ARTICLE 12 - AJUSTEMENT DES PRIX DES PRESTATIONS

Les redevances hors TVA correspondant aux conditions économiques connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres sont révisables selon les principes suivants :

12.1 FOURNITURE DE COMBUSTIBLE (P1):

La cotation initiale servira de base à l’analyse des prix.

Le TITULAIRE fera une nouvelle proposition de cotation avant le démarrage du marché et à chaque fin de contrat gaz, selon les conditions suivantes :

* le prix proposé est inférieur au prix maximum d’évolution défini ci-dessous, le nouveau prix s’applique
* le prix proposé en indice PEG est supérieur au prix maximum d’évolution défini ci-dessous, l’ACHETEUR aura la possibilité d’appliquer le prix maximum d’évolution défini comme suit :

Pour les postes P1/3 à P1/6, le Titulaire facturera le montant selon les coûts réels des fournisseurs d’énergie

En cas de changement de taxes en cours d’année, les valeurs P1 seront corrigées selon l’évolution réelle de ces taxes.

**Clause de sauvegarde :**

A chaque cotation, l’ACHETEUR pourra vérifier qu’elle obtient le meilleur prix en réalisant une cotation pour le gaz. En cas de désaccord, l’ACHETEUR aura la possibilité de mettre fin au poste P1 et le marché, pour les sites concernés, sera transformé en PFI.

12.2 PRESTATIONS DE MAINTENANCE (P2) :

Les factures P2 seront révisées trimestriellement.

Les prix P2 seront révisés en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

dans laquelle :

* P2 = nouveau prix de règlement de la redevance
* P20 = prix initial de la redevance
* ICHT IME = valeur de l’indice des salaires des industries mécaniques et électriques ICHTrev-TS hors effet CICE, connue à la date de facturation,
* ICHT IME0 = valeur initiale de l’indice des salaires des industries mécaniques et électriques ICHTrev-TS hors effet CICE, connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.
* FSD2 = valeur de l’indice de Frais et Services Divers 2 connue à la date de facturation,
* FSD20 = valeur initiale de l’indice de Frais et Services Divers 2 connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

12.3 GARANTIE TOTALE (P3) :

*12.3.1 Redevance* ***P3-1 MRE****/****REN***

Les factures P3 seront révisées trimestriellement.

Les prix P3 seront révisés en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

dans laquelle :

* P3 = nouveau prix de règlement de la redevance
* P30 = prix initial de la redevance
* BT40 = valeur de l’indice du chauffage central connue à la date de facturation,
* BT400 = valeur initiale de l’indice du chauffage central connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

*12.3.2 Taux horaire h*

Le taux horaire h sera révisé une fois par an à chaque date anniversaire du contrat en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

dans laquelle :

* h = nouveau taux horaire
* h0 = taux horaire initial
* ICHT IME = valeur de l’indice des salaires des industries mécaniques et électriques ICHTrev-TS hors effet CICE, connue à la date anniversaire du contrat,
* ICHT IME0 = valeur initiale de l’indice des salaires des industries mécaniques et électriques ICHTrev-TS hors effet CICE, connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

*12.3.3 Seuil*

Le seuil S "valeur limite P2/P3" sera révisé une fois par an à chaque date anniversaire du contrat en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

****

dans laquelle :

* S = nouveau seuil
* S0 = valeur initiale du seuil
* BT40 = valeur de l’indice du chauffage central connue à la date anniversaire du contrat,
* BT400 = valeur initiale de l’indice du chauffage central connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

*12.3.4 Modification*

Toute modification, changement de taux ou de montant, suppression ou création de taxe, impôt ou redevance grevant directement ou indirectement le prix, sera immédiatement répercuté dans la facturation, soit en hausse, soit en baisse, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

L'impôt foncier reste à la charge de l’ACHETEUR.

12.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE :

Lorsque l'application des formules P2 et/ou P3 fait apparaître une variation de plus de 5% d’une année sur l’autre, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir, en tant que de besoin, une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques du marché de base.

Cet aménagement éventuel fera l'objet d'un avenant au présent Marché.

Il en serait de même si la définition de l'un des paramètres d'indexation venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

# ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

13.1. REDEVANCES P1

*13.1.1 P1/1 – P1/2*

Il sera émis des factures mensuelles, selon les consommations réelles, indexées conformément à l’article 12 du présent CCAP.

*13.1.2 P1/3 à P1/6*

Il sera émis deux factures annuelles égales aux montants réels des couts du fournisseur

13.2. REDEVANCE P2

Il sera émis des factures trimestrielles, égales à 1/4 des montants P2 révisées définitivement en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation, conformément à l’article 12 du présent CCAP.

13.3. REDEVANCE P3

Il sera émis des factures trimestrielles, égales à 1/4 des montants P3 révisées définitivement en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation, conformément à l’article 12 du présent CCAP.

13.4 CONDITIONS DE REGLEMENT :

**Modalités de paiement**

Le paiement s’effectuera conformément aux règles de la comptabilité publique.

Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facture électronique est obligatoire pour les grandes entreprises, les PME, mais aussi les TPE depuis le 1er janvier 2020.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont donc effectués **exclusivement sur le portail de facturation "CHORUS PRO"** gratuitement accessible (https://chorus-pro.gouv.fr).

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l’ACHETEUR peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

*(Afin de faciliter le déroulement de la procédure de* ***vérification*** *des factures, le candidat est prié d’envoyer également sa facture scannée à l’adresse électronique définie à la notification.* ***Il est toutefois expressément précisé que seule la réception de la facture via le portail CHORUS déclenchera la procédure de mandatement et de règlement des factures. Toute facture envoyée uniquement par mail ne sera pas mandatée.)***

* **Mentions à faire figurer sur les factures électroniques :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le Titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur (SIRET, Adresse)et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu’il est précisé à l’acte d’engagement,

4° La désignation du destinataire de la facture et son numéro de SIRET (NB : aucun numéro d'engagement juridique, code service ou libellé de service n'est demandé pour l'instant) ;

5° Le numéro et la date du marché et de chaque avenant,

6° Le site concerné ;

7° La période facturée

8° Les prestations réalisées ;

9° Le montant hors T.V.A. des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour,

10°Le taux et le montant de la T.V.A.,

11°Le montant total des prestations exécutées,

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

**Délais de paiement**

Le règlement s’opère par virement administratif sous 50 jours à compter de la réception de la facture en bonne et due forme.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, les intérêts moratoires sont prévus par le décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Tout retard de paiement engendrera, au profit du titulaire, des intérêts moratoires correspondant au taux d’intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à 40 euros.

Le POUVOIR ADJUDICATEUR se libérera des sommes dues en exécution du présent marché par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, tel que figurant à l’acte d’engagement.

13.5 - T.V.A. :

Le TITULAIRE devra appliquer le taux de T.V.A. adapté à la prestation et à l’activité du site.

Le taux de T.V.A. réduit devra être appliqué dès que les conditions le permettent et selon la législation en vigueur.

13.6 - AVANCE :

Une avance est accordée de droit au titulaire du présent marché, dans les conditions fixées au [article R. 2191-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=0DDDE5A7DF8FB00C1FF01114156D32FB.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037729901&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) ou article [R. 2391-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=0DDDE5A7DF8FB00C1FF01114156D32FB.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037728493&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401), sauf si ce dernier l’a expressément refusée dans l’acte d’engagement.

# ARTICLE 14 - EXERCICE ET PERIODE CONTRACTUELLE

L’exercice est la période continue de 12 mois dont le début est fixé au 1er janvier de chaque année,

Saison de chauffage : du 1er septembre au 30 juin

Période contractuelle de fourniture de vapeur : année

La saison de chauffage correspond à la période pendant laquelle le prestataire est censé être en mesure de mettre en route le chauffage et d'assurer les prestations de confort dans les limites des garanties de température.

Bases météorologiques (METEO France) : Base de degrés jours 18° C

Nombre de degrés jours de la période contractuelle de référence : 2848 (moyenne trentenaire)

Station météorologie de référence : Metz

# ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE - EXECUTION PAR DEFAUT

15.1 - CONDITIONS DE RESILIATION DU CONTRAT

a. Général

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG FCS

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

b. Energie

Selon les dispositions du chapitre 6 du CCAG complétées par les précisions suivantes :

* Si le TITULAIRE se montrait incapable d'assurer la fourniture pendant plus de 2 jours consécutifs, l’ACHETEUR pourrait résilier le marché.
* En cas d'arrêt prolongé de fourniture mis en évidence dans les conditions de l'article 9 du présent CCAP, l’ACHETEUR mettra le TITULAIRE en demeure d'y remédier.

Si dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception d'une lettre recommandée, le TITULAIRE ne pouvait assurer une fourniture normale, l’ACHETEUR y pourvoirait aux frais et risques du TITULAIRE.

Si le TITULAIRE ne pouvait remplir ses obligations par suite de circonstances définies à l'article 16 ci-après, il rechercherait avec l’ACHETEUR toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de la fourniture et pour assurer la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne pouvait être trouvée, l’ACHETEUR pourrait résilier le marché.

En cas de résiliation du marché, l’ACHETEUR s'engage à racheter le stock de combustible appartenant au TITULAIRE. Aucune indemnité ne pourra être demandé

15.2 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

# ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE

Sont considérés comme tels tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendante de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenable du point de vue technique ou financier, et en particulier les cas suivants : la guerre, les émeutes ou mouvements populaires, les inondations, les calamités naturelles, les coupures d'électricité ou de gaz, les grèves hormis celles du fait du TITULAIRE, les mesures gouvernementales ou administratives.

# ARTICLE 17 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

En complément du CCTG, le TITULAIRE est tenu de préciser les montants des garanties suivantes, souscrites auprès d'une Compagnie notoirement solvable pour les risques de sa responsabilité civile, au-delà desquels l’ACHETEUR renonce à tout recours :

* dommages corporels,
* dommages matériels,
* dommages immatériels consécutifs.

Eu égard à l'importance des installations confiées, le montant minimum sera de 1.5 M€ pour les risques matériel et immatériel, consécutif ou non et par sinistre.

Les dommages résultant des causes suivantes sont exclus de la responsabilité du TITULAIRE et ne feront pas l'objet des pénalités définies à l'article 9 du présent CCAP :

* fait d'un tiers ou du POUVOIR ADJUDICATEUR lui-même,
* vices cachés des installations,
* cas énumérés à l'article 16 ci-avant,
* température extérieure inférieure à la température minimale de base (article 5 du C.C.T.P.),
* dommages atteignant les installations et non imputables au TITULAIRE.

En complément de l’application des pénalités prévues à l’article 9, le TITULAIRE prendra en charges les éventuels préjudices causés à l’ACHETEUR ou aux usagers des équipements, du fait d’une insuffisance, interruption ou à un défaut d’exploitation.

Dès que la date de validité est dépassée, le TITULAIRE transmettra à l’ACHETEUR une nouvelle attestation d’assurance.

# ARTICLE 18 - ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE

18.1. Le TITULAIRE doit prendre, sur l’ensemble des chantiers, toutes les mesures d'ordre et de sécurité, propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Le décret du 20 février 1992 (J.O. du 22 février 1992) ainsi que la circulaire prise en application de ce décret, en date du 18 mars 1993, sont applicables au présent marché.

Le TITULAIRE assure notamment l'éclairage et le gardiennage de ses chantiers, ainsi que leur signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.

Le TITULAIRE doit prendre les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du TITULAIRE.

18.2 En cas d'inobservation par le TITULAIRE des prescriptions d'hygiène et de sécurité, et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, l’ACHETEUR peut prendre aux frais du TITULAIRE les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou de l’ACHETEUR ne dégage pas la responsabilité du TITULAIRE.

18.3 Tous les renseignements relatifs à la situation des chantiers, par exemple :

* + voies d'accès, aires de stationnement,
  + emplacements pour ateliers, dépôts de matériaux,

seront communiqués par l’ACHETEUR, avant le début des travaux.

18.4 ETABLISSEMENT DU PLAN D'HYGIENE ET DE SECURITE ET DU PLAN DE PREVENTION :

Le TITULAIRE proposera une rédaction d’un plan de prévention à l’ACHETEUR **dans le mois** qui suit la prise en charge du contrat.

18.5 EPI ET MOYENS SPECIFIQUES

Le TITULAIRE mettra à disposition des intervenants les EPI, les équipements spécifiques de protection et les moyens d’intervention (nacelle…).

18.6 MISE EN DANGER DES INTERVENANTS

Si un accès rend les interventions de maintenance impossible dans des conditions normales de sécurité, le TITULAIRE averti, dans un délai d’une semaine suivant le constat, l’ACHETEUR . Si aucun aménagement n’est trouvé ou que la mise en place d’un aménagement est difficile à mettre en œuvre rapidement, un avoir sur la prestation P2 non réalisée est calculé et déduit de la facturation suivante.

18.7 AMIANTE :

Les bâtiments dans lesquels le TITULAIRE intervient sont susceptibles de contenir des matériaux amiantés.

*Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier et des occupants de l’immeuble :*

En cas de travaux sur ou à proximité de matériaux contenant de l’amiante, le TITULAIRE doit s’assurer du respect des règles en matière d'information des occupants de l'immeuble traité et mettre en place les consignes de sécurité requises pour de tels travaux. Il en va également de sa responsabilité quant au respect des règles relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.

En conséquence, dans le cadre de la préparation et de l’exécution des travaux, le TITULAIRE doit prendre toutes les dispositions pour respecter la réglementation en vigueur en matière d’amiante, notamment au regard :

* du code du travail (article R.4412-114 et article R.4412-139)
* du code de la santé publique se rapportant aux travaux en présence d’amiante
* de l’arrêté du 23 février 2012 fixant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l’amiante.

Le personnel du TITULAIRE ou de son sous-traitant intervenant sur ou à proximité de matériaux amiantés doit donc être juridiquement autorisé à travailler au contact de matériaux potentiellement amiantés et par conséquent avoir reçu au préalable une formation adaptée dont les modalités sont fixées par la législation en vigueur et qui porte notamment sur :

* Les produits et dispositifs susceptibles de contenir de l'amiante ;
* Les modalités de travail recommandées ;
* Le rôle et l'utilisation des équipements de protection collectifs et individuels.

Dans le cas où des matériaux et/ou produits contenant de l'amiante venaient à être générés dans le cadre du présent marché, ils devront être transportés et éliminés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

*Travaux en sous-sections 3 et 4 :*

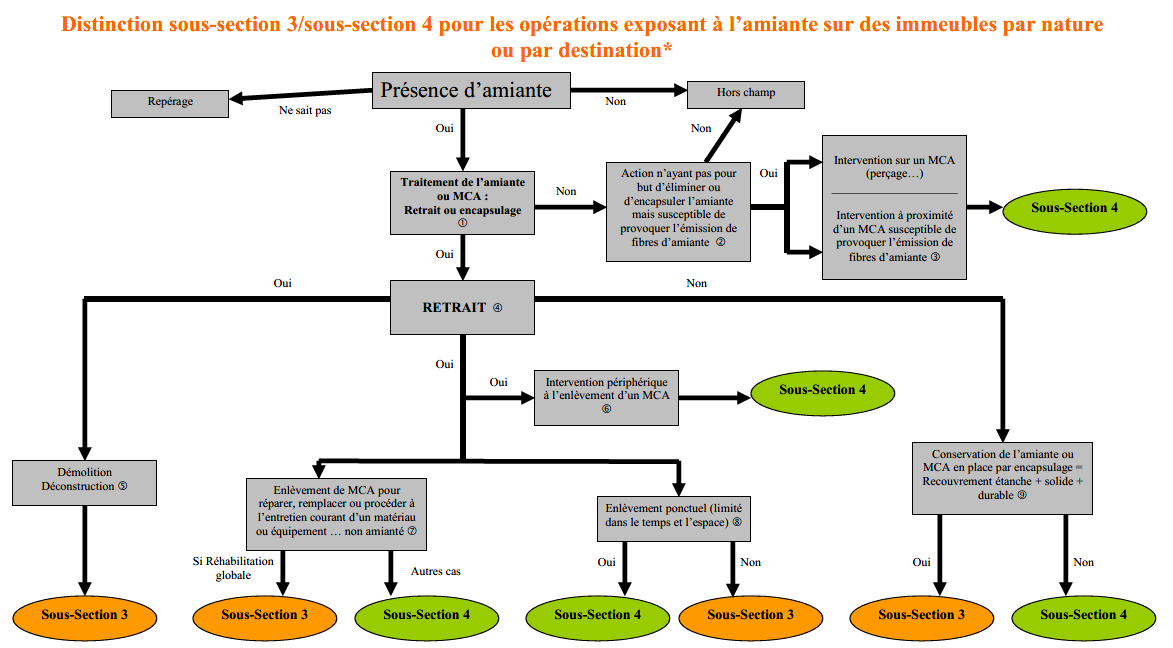
L’ensemble des prestations et démarches (notamment l’établissement du plan de retrait et le suivi de son instruction) nécessaires à l’exécution pleine et entière des travaux dans le respect de la règlementation, sont à la charge de l’ACHETEUR.

Dans le cadre de l’exécution de ses prestations, le TITULAIRE est susceptible d’exécuter des travaux en sous-section 3 (enlèvement de joint V3V, pompe et vannes de matériaux amiantés avec son retrait)

Le reste est à la charge de l’Acheteur.

*Dossier technique amiante :*

Le dossier technique « Amiante » qui contient les résultats des recherches et contrôles de la PERSONNE PUBLIQUE effectué conformément aux dispositions réglementaires sera consultable au bureau de l’ACHETEUR. En cas de travaux effectués au titre des postes P2 / P3, le TITULAIRE prendra en charge la réalisation d’un DAAT spécifique aux travaux.



18.8 NETTOYAGE ET RELATION AVEC LES SALARIES :

Le TITULAIRE veillera à maintenir les alentours des équipements dans le même état de propreté qu’il les a trouvés en commençant son intervention.

Tous les travaux comprennent le ramassage et la sortie de tous les déchets. Lieu de dépôt au choix du TITULAIRE, à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant inclus dans le prix.

En cas d’altération excessive de la propreté des alentours consécutive aux interventions du TITULAIRE, ce dernier devra à ses frais, nettoyer la zone en question. L’ACHETEUR sera le seul juge de l’aspect des dégradations.

Le TITULAIRE devra faire preuve d'amabilité envers les occupants.

# ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE

Une fois le marché notifié, le TITULAIRE ne peut pas sous-traiter les prestations du marché sans l'accord exprès et préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

19.1 DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE

Le TITULAIRE est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, conformément au Code de la Commande Publique ;

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où la demande d’acceptation est présentée après la conclusion du marché, le TITULAIRE remet contre récépissé à l’ACHETEUR ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d’avis de réception, une déclaration de sous-traitance.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

* + les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
  + la personne habilitée à donner les renseignements,
  + le comptable assignataire des paiements ;
  + le compte à créditer.

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cette déclaration spéciale devra être accompagnée des pièces suivantes : les mêmes pièces que le titulaire du marché

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 32.1 du CCAG FCS).

19.2 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

**Cotraitants**

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d’ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Le mandataire est seul habilité à présenter à l’ACHETEUR la demande de paiement.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l’exécution de ses propres prestations.

Les demandes de paiement sont décomposées en autant de parties qu’il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l’opérateur économique concerné.

**Sous-traitants**

Le sous-traitant ayant droit au paiement direct adresse au titulaire, sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché public.

Il est précisé que pour les sous-traitants de l'entreprise titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation signée par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à payer par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné et accompagnée de la demande de paiement du sous-traitant du titulaire ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée dans le marché public par l'acheteur, accompagnée des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché public adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

# ARTICLE 20 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

20.1 RECOURS :

Dans un délai de trois mois suivant la prise d'effet du Marché d'exploitation, le TITULAIRE sera tenu de signaler à l’ACHETEUR les difficultés rencontrées risquant de mettre en cause l'exploitation des installations confiées à ses soins.

Passé ce délai, l’ACHETEUR délègue au TITULAIRE tout droit de recours qu'il peut détenir à l’encontre des fournisseurs ou installateurs des ouvrages exploités.

20.2 CONTESTATIONS :

Toutes les contestations qui viendraient à s'élever sur l'interprétation ou sur l'exécution du présent Marché seront portées devant un arbitre unique, si les parties s'entendent sur sa désignation.

Si les parties ne peuvent se mettre en accord sur la désignation d'un arbitre unique, compétence de juridiction sera reconnue au Tribunal Administratif de Strasbourg dont dépend le marché.

20.3 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

L’unité monétaire du marché est l’euro. Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d’emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l’Union Européenne sans avoir d’établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l’administration lui communique un numéro d’identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d’un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration de sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigés :

*« J’accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l’exécution en sous-traitance du marché n° X ayant pour objet « ….... » ; Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.*

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et adressées à l’entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser à l’administration seront rédigées en français »*

# ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Articles du CCAG-FCS**  **auxquels il est dérogé** | **Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations** | **Objet de la dérogation introduite** |
| *4.1* | *2* | Pièces constitutives du marché |
| *4.2.2* | *2.2* | Exemplaire unique |
| *11.3* | *11* | Intégration de l’effet des variations de prix dans les demandes de paiement |
| *42* | *15* | Résiliation pour motif d’intérêt général – Indemnisation – Cas particulier de la clause butoir / de sauvegarde |
| *14.1* | *9* | Montant des pénalités pour retard, absence, manquement d’exécution |
| *14.1.3* | *9* | Seuil de recouvrement des pénalités |
| *39.2* | *15* | Résiliation de droit en cas de liquidation judiciaire |